



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **Discours de Bruno Le Maire à l'occasion du débat d'orientation et de programmation des finances publiques**

**Lundi 29 avril 2024**  
*Assemblée nationale*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Je suis très heureux de vous retrouver pour la présentation de ce programme de stabilité avec monsieur le ministre des Comptes publics, Thomas Cazenave. Et je salue, bien sûr, le président de la Commission des Finances et le rapporteur général du budget.

J'espère sincèrement que ce débat nous permettra de poser sereinement et simplement les grandes questions de finances publiques qui se posent à la France.

J'espère que nous pourrions confronter des visions plutôt que des postures. Car des postures, j'en vois beaucoup depuis un certain temps. Jamais je n'ai vu autant de parlementaires soucieux de la dette publique et de l'équilibre de nos finances.

Jamais je n'ai vu autant de parlementaires alarmés par le niveau de la dette. Jamais je n'ai vu autant de parlementaires, notamment dans les oppositions, inquiets du risque de dégradation de notre note par les agences de notation.

Et finalement, un peu déçus que les agences Fitch & Moody's aient décidé de maintenir la notation de la France et reconnu la crédibilité de notre stratégie de rétablissement des finances publiques et la solidité de notre croissance.

A l'excès d'indifférence sur les finances publiques, a succédé, un excès d'alarmisme. L'un comme l'autre sont néfastes pour notre pays.

Non, le financement de notre dette n'est pas menacé. Non, la France de 2024 n'est pas la Grèce de 2010.

Gardons le sens de la mesure et gardons notre sang-froid.

Mais vous me voyez quand même un peu surpris devant cette cohorte de parlementaires qui réclamait toujours plus d'argent naguère, et qui exige toujours plus d'économies maintenant.

*Seul le prononcé fait foi*

Vous me voyez surpris de toutes ces professions de vertu budgétaire de la part d'élus qui, de 2020 à 2023, ont été saisis par le démon de la dépense. Les "Monsieurs plus" d'hier sont devenus les "Monsieurs moins" d'aujourd'hui, dans une conversion aussi soudaine que douteuse.

Alors, à tous ceux qui ont la mémoire courte, je suis venu à ce débat avec les 2 500 courriers. En voici un exemplaire. Il y a 10 parapheurs de la même taille qui sont sur les bancs des ministres.

Je suis venu à ce débat avec les 2 500 courriers, tous partis confondus, exigeant de ma part plus de dépenses publiques dans tous les domaines, pour une durée toujours plus longue et m'accusant presque de pingrerie.

À tous ceux qui ont la mémoire courte et qui ont oublié les heures si difficiles que nous avons traversées, je veux rappeler la violence de la crise du Covid, la crise la plus grave que notre économie ait connue depuis 1929 ; la violence de la crise inflationniste qui a touché tous nos compatriotes, la crise inflationniste la plus grave depuis les années 70.

Qu'aurait-il fallu faire ? Laisser tomber les gens ? Laisser tomber notre industrie ? Laisser tomber des entreprises, des pans entiers de notre économie ?

Avec la majorité, nous avons fait le choix de protéger massivement et efficacement. Et notre majorité peut être fière de l'efficacité de notre réponse à la double crise du Covid et de l'inflation.

Nous pouvons être fiers d'avoir sauvé la filière aéronautique et tous ses sous-traitants en Occitanie, en Normandie et ailleurs, et les ingénieurs, et les ouvriers, et les salariés, et tous les techniciens qui vont avec.

Nous pouvons être fiers d'avoir sauvé Renault en débloquant dans l'urgence un prêt garanti par l'État de 5 milliards d'euros. Renault aujourd'hui ne serait pas dans la situation où elle est, dynamique, créative d'emploi si nous n'avions pas sauvé Renault en 2021 face à la crise du Covid.

Nous pouvons être fiers d'avoir sauvé Air France qui aujourd'hui se porte bien grâce au travail de son président et de son équipe. Mais il a fallu avancer 7 milliards d'euros de prêts pour Air France pour qu'Air France aujourd'hui se porte bien.

Soyons-en fiers.

Nous pouvons être fiers d'avoir mis en place, pour la première fois, des dispositifs nouveaux, comme l'activité partielle pour les salariés ou le bouclier tarifaire sur le gaz et sur l'électricité qui a protégé nos compatriotes contre la flambée des prix de l'énergie. C'était juste, c'était nécessaire et notre majorité peut être fière d'avoir apporté cette protection.

Les résultats sont là. La France n'a pas connu la récession comme d'autres pays européens. La France a amorti le choc inflationniste mieux que d'autres pays européens. La France a été la première en Europe à retrouver son niveau d'activité d'avant-crise.

Mesdames et Messieurs les députés de la majorité, ce sont vos décisions pendant la crise inflationniste et vos décisions pendant la crise du Covid qui nous ont évité une crise économique plus grave et sans doute, derrière, une crise politique.

Alors maintenant que les crises ont été maîtrisées, que le Covid et l'inflation sont derrière nous, nous devons reprendre le chemin du redressement des finances publiques sereinement, fermement, comme nous l'avons fait en 2017, en 2018 et en 2019.

Nous sommes la majorité qui a fait repasser la France sous les 3 % de déficit public en 2018. Nous devons être la majorité qui fera repasser la France sous les 3 % de déficit public en 2027.

C'est l'objet de ce programme de stabilité qui doit nous amener à rassembler toutes celles et tous ceux qui, au-delà des polémiques, veulent sincèrement et fermement rétablir les finances publiques de la nation.

Je tends la main à tous les parlementaires de l'opposition qui ont la volonté, comme nous, de revenir sous les 3 % de déficit public car c'est une question de souveraineté et de liberté, de réduire le niveau de dette publique parce que c'est une question de souveraineté et de liberté.

*Seul le prononcé fait foi*

Vous avez ici, avec le ministre des Comptes publics, une feuille de route claire, conforme à cet objectif. Notre feuille de route en matière de rétablissement des finances publiques, elle est simple, elle est claire, elle est cohérente.

Elle repose sur 3 piliers : la croissance et le plein emploi qui permettent d'accélérer le désendettement, les réformes de structure comme la réforme de l'assurance chômage ou la simplification pour toutes les PME et enfin, la réduction des dépenses quand des dépenses publiques ne rendent pas les services qu'elles devraient rendre. Voilà notre stratégie de rétablissement des finances publiques. Elle est claire, elle est simple, elle est cohérente.

Je le redis, je tends la main à tous les parlementaires qui souhaitent rétablir les finances publiques : venez participer à ce rétablissement de nos finances publiques.

Défendez cette stratégie et laissons de côté une bonne fois pour toutes les querelles politiques qui ne sont pas dans l'intérêt de la France.

Pourquoi est-ce l'intérêt de la France de rétablir nos finances publiques ? Et pourquoi serait-il à la fois dangereux, hasardeux, mauvais pour notre pays de laisser filer les déficits et la dette d'ici 2027 ?

Pour 3 raisons simples. La première, c'est que cela nous permet de rompre avec cette manie française de considérer toutes dépenses de crise comme une dépense permanente, de confondre l'exceptionnel, qui est nécessaire face au Covid ou à l'inflation, et l'ordinaire dans une espèce de fuite en avant de la dépense publique qui singularise notre pays depuis des décennies et à laquelle nous sommes déterminés à mettre un terme.

En deuxième lieu, parce que cela nous redonnera les marges de manœuvre financières indispensables pour les investissements dans la défense, dans la sécurité, dans la transition climatique.

Et cela nous permettra tout simplement, si demain une nouvelle crise devait survenir, géopolitique, climatique, de faire face et de protéger à nouveau efficacement nos compatriotes.

*Seul le prononcé fait foi*

Le premier des réarmements doit être un réarmement financier.

Enfin, contrairement à ce que prétendent certains, le rétablissement des comptes est bon pour notre croissance, est bon pour notre économie.

J'entends dire qu'en rétablissant les comptes publics, en revenant sous les 3 %, en supprimant la dépense publique qui n'est pas nécessaire, pas efficace, pas utile, nous tomberions dans l'austérité, nous irions provoquer une récession.

Je pense que c'est exactement le contraire, que ce sont des comptes publics mal tenus qui peuvent provoquer la récession et qui peuvent provoquer des difficultés économiques.

Pourquoi ? D'abord parce que le niveau de dépenses publiques français restera, quoi qu'il arrive, un des plus élevés de tous les pays développés dans les années qui viennent. Nous avons donc une sacrée marge avant de tomber dans l'austérité.

Ensuite, parce que le rétablissement des finances publiques entraîne deux conséquences positives majeures.

La première, c'est la confiance des ménages et des entreprises qui sont alors incités à consommer et investir parce qu'ils savent que les comptes publics sont bien tenus, que nous respectons notre feuille de route et que, année après année, sereinement mais fermement, nous rétablissons les comptes, nous désendettions le pays et nous revenons dans la norme des autres pays européens, sous les 3 % de déficit public.

Les Français ont un niveau d'épargne de 17 %, plus de 17 % même. Si nous voulons qu'ils consomment, si nous voulons que les entreprises investissent, il faut leur redonner confiance, il faut garantir la stabilité des finances publiques et la stabilité des impôts.

Je le redis avec beaucoup de fermeté : nous refusons d'augmenter les impôts des Français. Nous ne les augmenterons ni avant, ni après les élections européennes. Les impôts et leur augmentation ne font pas partie de notre feuille de route et n'en feront jamais partie.

La deuxième raison, c'est que des finances publiques bien tenues permettent une baisse des taux d'intérêt qui allégera la charge de la dette, les dépenses inutiles qui vont avec. Ça permettra de soutenir aussi, avec des taux d'intérêt plus bas, la consommation et l'investissement. C'est un élément décisif de la relance économique et de la création d'emplois.

Enfin, moins de déficits et moins de dettes, c'est moins d'argent pour les créanciers de l'Etat et plus d'argent pour les Français. Voilà les 3 raisons pour lesquelles il me semble indispensable de suivre la feuille de route que nous vous proposons, de tenir le programme de stabilité que nous vous présentons cet après-midi avec le ministre des Comptes publics.

Est-ce que cette ambition de revenir sous les 3 % est hors de portée, comme je l'entends ici ou là ? D'autres pays en Europe l'ont fait, je ne vois pas pourquoi la France ne serait pas capable de le faire.

La Finlande dans les années 90, la Suède, le Danemark, l'Irlande, le Portugal plus récemment, tous ces pays qui avaient des difficultés de finances publiques sont arrivés dans des délais raisonnables, sans austérité, à revenir dans le champ des autres pays européens. Nous devons faire la même chose.

Dans le fond, cela ne suppose qu'une seule chose : le rassemblement de nos forces politiques, du courage, de la volonté, de la constance, de la détermination, le dépassement de nos querelles politiques au service de l'intérêt supérieur de la nation, qui est le rétablissement de nos comptes, le désendettement, la liberté qui vont avec.

La majorité y est prête. Nous vous tendons la main.